

Témoignage

La grandeur de la France à l'aune d'un consulat

BILLET aller-retour OK, certificat d'hébergement, attestation d'allocation de devises délivrée par une banque, d'un montant de 140 FF pour chaque jour passé en France, attestation d'emploi et de congé ou justificatif de ressources, attestation sur l'honneur de retour au pays, légalisée par les autorités malgaches : telles sont les pièces requises du commun des Malgaches désireux de séjourner moins de trois mois en France. Mais cette liste n'est pas limitative. Le consulat peut exiger tout autre document, outre les 280 FF environ de droit de visa – l'équivalent de la solde mensuelle d'un instituteur du public ayant une vingtaine d'années d'ancienneté. Il est vrai que ce n'est pas dans le monde des petits fonctionnaires que se recrute la majorité de ceux qui vont au-delà des mers. A moins que l'on ait des proches installés en France qui vous invitent. Certains préfèrent même renoncer à rendre visite à leurs enfants, irrités, sinon choqués, par la lourdeur de la procédure pour l'obtention d'un visa, comme ce père de famille qui s'en est expliqué dans une revue tananarivienne.

Depuis le vote de la loi Debré, la presse malgache essaie, de différentes manières, d'attirer l'attention des autorités françaises sur un problème qui n'est pas nouveau mais qui, d'après les usagers, s'est aggravé. Et si, à notre avis, les queues sont moins longues, aux guichets des visas, on peut mettre cela, en partie, sur le compte d'une meilleure organisation du service. Cependant, les raisons se trouvent aussi du côté malgache. Tarifs aériens encore élevés, malgré une baisse appréciable depuis un an sur les prix en basse saison, préférence accordée au tourisme dans l'île ou renonciation aux voyages outre-mer pour ne pas avoir à solliciter un visa. Certains se demandent même « s'il faut encore aller en France », un pays qui, pour un grand nombre de Malgaches, représente pourtant à lui seul l'*an-dafy*, l'outre-mer. Héritage de l'histoire et perception

compréhensible lorsqu'on sait que 60 000 Malgaches vivent en France et 20 000 Français à Madagascar (la plus importante communauté dans le continent africain, selon l'ambassadeur de France). Or, c'est toujours avec beaucoup d'appréhension que la plupart de ceux qui veulent ou doivent aller en France se présentent au service des visas.

Parmi ceux qui demandent un visa, certains s'inquiètent du devenir de leur dossier laissé « en consultation ». Il en est qui redoutent un refus non motivé car, selon la formule consacrée, le consulat n'est pas tenu de justifier ses décisions. D'autres encore appréhendent tout simplement d'avoir affaire à telle ou telle personne qui, dans le milieu malgache, a la réputation d'être intransigeante ou même dissuasive. En tout cas, lorsque la conversation glisse sur la question des demandes de visa pour la France, l'unanimité se fait sur un constat, à savoir le caractère pénible de la démarche. Il n'est pas de Malgache qui ne raconte ses propres déboires ou ceux d'un parent, d'une connaissance. La presse tananarivienne en parle fréquemment depuis quelques temps. Amené, dans le cadre des relations avec des universités françaises ou des fondations de recherche, à fréquenter le service des visas, je résumerai ainsi la question. Dans le territoire français qu'est le consulat, l'accueil des étrangers (qui ne devraient pas tous être *a priori* considérés comme des immigrés clandestins en puissance) a autant d'importance que le respect, de leur part, de la souveraineté de la France qui suppose celui de ses représentants et de la législation en vigueur.

Les Malgaches, qui, habituellement, suivent d'assez près l'actualité politique française, espèrent d'un gouvernement de gauche un allègement de la procédure pour l'octroi des visas de court séjour, ce qui ne signifiera pas, bien sûr, un relâchement du contrôle des flux migratoires. Chacun sait pourtant que, dans ce domaine, on restera évidemment bien loin du principe de la réciprocité. En effet, sur la pression des institutions de Bretton Woods, et pour la promotion du tourisme, le gouvernement malgache a libéralisé presque entièrement l'entrée dans l'île. Imagine-t-on seulement que des Malgaches puissent s'embarquer sans visa et le demander à leur arrivée à Roissy ou à Orly, en étant presque sûrs de l'obtenir ? Certes, dans le concert des nations, Madagascar fait partie de ces pays dont la pauvreté limite considérablement la marge de manœuvre, mais il est normal que les Malgaches n'apprécient pas que l'on exige si peu des étrangers en visite chez eux et que l'on multiplie au contraire les tracasseries à leur endroit. Ne pourrait-on, des deux côtés, réviser les réglementations des visas pour qu'elles s'inscrivent mieux dans la perspective d'une véritable coopération ? Il n'est pas logique d'encourager quelqu'un à défendre les couleurs de la francophonie – Madagascar abritera bientôt les troisièmes jeux de la francophonie –, à consommer français (des

Malgaches en arrivent à distinguer les Peugeot ou les Renault de voitures « étrangères » !), à s'intéresser, grâce aux médias, à la vie en France et, d'un autre côté, le dissuader de visiter ce pays. Madame Monique Ben Guiga, sénatrice des Français de l'étranger, a stigmatisé une telle attitude lors de son passage à Antananarivo en mars dernier.

Ces considérations ne doivent pas occulter cependant la relation humaine qui se noue dans les consulats. Il est curieux que le consul de France lui-même ait, à la suite de nombreuses récriminations, jugé opportun de se pencher sur la question du personnel chargé des visas qui dépend étroitement de son autorité et donc de ses instructions ! Si ces personnes n'ont pas à enfreindre la réglementation de leur pays, leurs interlocuteurs sont en droit d'espérer qu'ils auront à dialoguer avec des personnes ouvertes, capables d'une intelligence des situations les plus diverses et prêtes à favoriser les échanges entre les pays. Cela exige le rejet des préjugés de toutes sortes, une bonne écoute et la volonté d'aider à trouver des solutions aux problèmes de requérants dont la cause leur semble défendable. Je plaiderais à la fois pour un accueil courtois et compréhensif et un allègement de la procédure. Il est clair cependant qu'on ne peut transformer le personnel consulaire en agents des renseignements généraux et l'on est en droit de s'étonner que leurs syndicats ne posent pas les bases d'une pratique déontologique qui fasse honneur à la France !

En effet, traiter tout un chacun comme un immigré clandestin en puissance est proprement scandaleux. D'aucuns craignent même que, las des exigences en matière de visa, leurs collègues du continent africain ne se tournent, de plus en plus, vers d'autres pays. Ce qui serait dommage pour la recherche française.

Une Malgache

Embellie ?

(MFI) Les conditions de délivrance des visas de court séjour pour la France devraient bientôt s'améliorer. Des recommandations allant dans ce sens ont été données par le ministère français des Affaires étrangères aux ambassades en Afrique. Des mesures concrètes vont être prises suite à la sortie le 31 juillet 1997 du rapport Weil sur l'immigration.

Le ministère français des Affaires étrangères a réagi dès le mois d'avril dernier. Les conditions de délivrance des visas dans les ambassades étaient devenues pour beaucoup d'Africains inacceptables : accueil désastreux dans des locaux vieillots, humiliations... Le Quai d'Orsay a donc rappelé aux consuls, dans une note circulaire, leur mission : veiller à la qualité de l'accueil des étrangers et favoriser leur venue en France dans de bonnes conditions. Et ce particulièrement pour les universitaires, les avocats, les cadres qui contribuent aux échanges bilatéraux entre la France et les pays d'Afrique francophone. Une volonté réaffirmée le 28 août par le ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, qui a tout particulièrement « sensibilisé » les ambassadeurs réunis à Paris pour leur conférence annuelle sur la nécessaire adaptation de la politique des visas incluse dans la nouvelle politique d'immigration. Le rapport sur l'immigration de l'universitaire Patrick Weil, remis au Premier ministre Lionel Jospin le 31 juillet recommande « *la simplification des démarches administratives pour les étudiants et les enseignants* » et « *une meilleure formation du personnel consulaire* ». Ce qui devrait se traduire selon le Quai d'Orsay par « *des travaux dans les ambassades pour rendre les salles d'attente plus agréables mais aussi une sensibilisation des agents afin qu'ils réduisent les démarches inutiles* ». Deux limites cependant à cette évolution : le budget sera maintenu en l'état et il ne s'agit en aucun cas de remettre en cause le contrôle des flux migratoires. Le souci est donc uniquement d'éviter « *tout contrôle superfétatoire* » tout en « *soulageant l'administration* ».

Source : RFI, *Culture société*, n° 585, 29 août 1997. Avec l'aimable autorisation du RFI-MFI, agence multimédia.